



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

# CONFÉRENCE

**Trente-neuvième Session**

**Rome, 6-13 juin 2015**

**Vingt-neuvième Conférence McDougall**

**Conférence en l'honneur de Frank L. McDougall**

**prononcée par**

**M. Luiz Inácio Lula da Silva**

**ancien Président de la République du Brésil**

Monsieur le Président de la trente-neuvième session de la Conférence, M. Ropati, mon cher ami José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO, ma chère amie Michelle Bachelet, Présidente de la République du Chili, mon cher ami Ibrahim Boubacar Keïta, Président du Mali, M. le Commodore Josaia Voreqe Bainimarama, Premier Ministre des Fidji, mon cher ami Domingos Simões Pereira, Premier Ministre de la Guinée-Bissau et mon cher ami Ralph Gonsalves, Premier Ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines. Cher amis, ministres, chefs d'État, délégués à la trente-neuvième session et chers frères et sœurs, je tiens à remercier chacun d'entre vous de l'honneur qui m'est fait d'avoir été invité par la FAO à prononcer à sa trente-neuvième session un discours rendant hommage à Frank McDougall, l'un des grands inspirateurs de cette Organisation, qui a combattu pour la cause de l'alimentation dans le monde.

En vérité, c'est au peuple brésilien, qui a réussi à surmonter la faim et la pauvreté, que revient cet honneur. Il convient ici de rappeler les liens historiques qui unissent la FAO et le Brésil, l'un des 44 pays qui ont fondé cette grande Organisation lors de la Conférence de 1943. Dans les années 50, l'un des scientifiques brésiliens les plus importants, Josué de Castro, a travaillé main dans la main avec Frank McDougall. Il a consacré sa vie à l'étude des causes profondes et des origines de la faim au Brésil et dans le monde et il a écrit deux ouvrages fondamentaux sur cette question – *Géographie de la faim* et *Géopolitique de la faim*. Les idées de Josué de Castro nous ont aidés à comprendre que la faim, loin d'être un phénomène naturel, est un fléau social, principalement causé par des structures économiques inéquitables. Josué de Castro nous a alertés quant au fait que «*la faim et la guerre n'obéissent à aucune loi naturelle, elles sont des créations humaines*».

En janvier 2012, un autre Brésilien, le professeur José Graziano da Silva est venu apporter sa contribution à la FAO en tant que Directeur général. Son élection témoigne d'un vaste consensus entre les pays, ceux-ci souhaitant que l'on se penche beaucoup plus sérieusement sur la faim. À notre grande joie, notre frère José Graziano s'est acquitté de son premier mandat en honorant l'engagement d'une vie: sa lutte constante contre la faim et l'extrême pauvreté. De concert avec d'autres organisations

*Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document.*

*Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement.*

*Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).*



mn980

multilatérales, des gouvernements, et la société civile de nombreux pays, la FAO s'est attachée résolument à faire en sorte qu'un nombre maximum de pays soient en mesure d'atteindre les cibles relatives à la sécurité alimentaire des objectifs du Millénaire pour le développement. Soixante-douze pays ont atteint la cible en réduisant de moitié au sein de leur population le nombre de personnes qui souffrent de la faim et 29 pays ont atteint la cible plus ambitieuse du Sommet mondial de l'alimentation.

C'est avec beaucoup de fierté que nous avons appris l'année dernière que le Brésil ne figurait plus sur la carte de la faim. Cela signifie que nous en sommes à la première génération de Brésiliens qui grandissent sans avoir à être confrontés au fléau de la faim. L'expérience brésilienne a démontré qu'il est tout à fait possible de triompher de la faim lorsque la lutte contre l'extrême pauvreté est promue au rang de politique nationale financée par des ressources budgétaires garanties; lorsque les programmes sociaux associent l'alimentation, la santé, l'éducation et l'appui aux exploitations familiales, petites et moyennes; lorsque des stratégies permanentes sont adoptées pour la répartition des revenus, la création d'emplois et le relèvement des salaires. C'est pourquoi je souhaite partager avec vous la façon dont nous nous y sommes pris.

Je salue ici les fondateurs de la FAO, mais je tiens également à rendre hommage à trois de nos frères pour lesquels, il y a 12 ans, l'élimination de la faim était un rêve. Pourtant, pendant ces 12 ans, ces frères nous ont aidés à mettre un terme à la faim au Brésil.

J'aimerais tout d'abord rendre hommage à mon frère, notre Directeur général de la FAO, qui a dirigé l'élaboration du programme Faim zéro avant même que nous entrions au gouvernement. Il est ensuite devenu le premier Ministre extraordinaire pour la lutte contre la faim au Brésil. Dieu sait à quelles critiques acerbes il était soumis par les médias brésiliens parce qu'il avait déclaré qu'il fallait que les pauvres reçoivent des transferts en espèces. Un autre frère que je tiens à saluer ici est le Ministre Patrus Ananias, qui était alors Ministre du développement social et de la lutte contre la faim et qui est actuellement Ministre du développement agricole, ici présent. Et à ma sœur Tereza Campello qui est aujourd'hui Ministre du développement social et de la lutte contre la faim. Elle est responsable de la coordination du programme de lutte contre la faim, de *Bolsa Família*, le programme d'allocations familiales, et du programme «Le Brésil libéré de l'extrême pauvreté» mis en place par la Présidente Dilma Rousseff. Je tiens à rendre hommage à ces trois personnes parce qu'aujourd'hui, je peux venir ici et témoigner qu'il est bel et bien possible d'éliminer la faim dans le monde. Il faut en avoir la volonté.

En 2002, année de mon élection à la présidence du Brésil, 11 millions de familles vivaient avec moins d'un dollar par jour dans mon pays. Plus de 50 millions de personnes souffraient de la faim, soit près du tiers de la population, à l'époque. Les enfants étaient condamnés dès la naissance à souffrir de malnutrition et de maladies et s'ils réussissaient à survivre, ils étaient exposés à une extrême pauvreté et à une exclusion sociale infâmes. Des millions de mères et de pères souffraient en permanence de ne pas avoir les moyens d'assurer le pain quotidien à leurs familles. En réalité, le gouvernement ne gouvernait que pour un tiers de la population, alors que la grande majorité était oubliée comme si nous ne vivions pas tous sur la même planète. Dans mon discours liminaire, j'ai indiqué que je me serais acquitté de ma mission de vie si à la fin de mon mandat, chaque Brésilien pouvait consommer chaque jour trois repas: un petit-déjeuner, un déjeuner et un dîner. Nous nous sommes préparés à relever ce défi en sillonnant tout le pays, en tenant des débats avec des scientifiques et des organisations sociales et en analysant les expériences internationales et locales. Nous sommes ensuite passés à l'élaboration du programme Faim zéro dont notre cher José Graziano a assuré la coordination.

Le programme Faim zéro est une série coordonnée de politiques publiques prévoyant un transfert d'espèces, l'octroi de crédits aux familles d'agriculteurs, une réforme foncière, des soins de santé, la scolarité, des repas scolaires et une formation professionnelle, pour ne citer que quelques-unes des nombreuses actions du gouvernement. Cette vaste stratégie ne pouvait porter ses fruits qu'avec la participation de la société civile et c'est pourquoi nous avons créé le Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, constitué de divers représentants de la société civile au Brésil. Le Conseil a œuvré à la formulation des programmes et il continue aujourd'hui à les superviser, à évaluer les résultats et à rédiger de nouvelles stratégies en matière de sécurité alimentaire.

Le volet le plus connu du programme Faim zéro est *Bolsa Família*, un programme qui verse un revenu mensuel aux familles les plus pauvres sous réserve que trois conditions soient réunies: leurs enfants sont scolarisés, ils reçoivent toutes leurs vaccinations et les femmes enceintes subissent tous les examens médicaux préconisés par l'Organisation mondiale de la Santé. Le *Bolsa Família* est considéré comme l'un des programmes de transfert de revenus assortis de conditions les meilleurs au monde et 14 millions de familles, soit 54 millions de personnes, en bénéficient aujourd'hui. La Présidente Dilma Rousseff a amélioré la stratégie, en élaborant un nouveau programme appelé *Brasil Sem Miséria* (Un Brésil libéré de l'extrême pauvreté), qui complète les revenus nécessaires pour veiller à ce que toutes les familles qui bénéficient du programme demeurent au-dessus du seuil de pauvreté. Le plus étonnant est le faible coût de ce programme.

Si les présidents décident d'attendre que le secteur financier du gouvernement ou que le ministre des finances leur dise qu'il y a un excédent disponible, ils ne parviendront jamais à élaborer un programme de transfert d'espèces parce qu'il y aura toujours un journal pour affirmer qu'il serait préférable de construire des routes avec cet argent. Il y aura toujours quelqu'un pour dire qu'il serait préférable d'investir dans la construction d'un pont. Il y aura toujours quelqu'un pour dire qu'une autre priorité du gouvernement devrait passer avant les pauvres parce que dans le monde entier, on a tendance à traiter les pauvres comme des données statistiques. Ils ne sont qu'une donnée chiffrée, une statistique qui sert pendant les campagnes électorales. Mais une fois la campagne électorale terminée, cette statistique disparaît de l'esprit de la plupart des élus.

Je veux montrer qu'au Brésil, nous n'avons dépensé que 0,5 pour cent du produit intérieur brut. Il a suffi d'un demi pour cent de notre PIB pour la prise en charge de 54 millions de personnes qui n'avaient pas un apport calorique et protéique suffisant pour survivre dans notre pays; 0,5 pour cent du PIB. Nous avons réalisé le miracle de ne plus traiter les pauvres comme de simples statistiques, des numéros, des données chiffrées; au lieu de cela, nous les avons traités comme des êtres humains, des femmes, des hommes et des enfants qui avaient les mêmes droits à l'alimentation et à l'apport calorique que l'homme le plus riche du pays. Et cela devrait certainement être possible et chacun peut le faire, même si cela demande un certain temps. Si nous ne nous y attelons pas dès aujourd'hui, la seule chose dont nous pouvons être sûrs est que le nombre de pauvres dans le monde va augmenter. Nous avons donc une grande responsabilité. Le cas du Brésil démontre que l'absence de priorités plutôt que l'absence de fonds est le principal facteur qui détermine notre réussite.

Le principal obstacle que nous avons rencontré dans la mise en place du programme d'aide sociale, ce sont les critiques des médias brésiliens et de certaines couches privilégiées de la population, qui affirmaient que le *Bolsa Família* n'allait faire qu'encourager la paresse et l'oisiveté. Les gens ne voudraient plus travailler et se contenteraient de vivre des subsides qu'ils obtiendraient grâce au programme, ce qui reviendrait à leur faire la charité. Sans compter que c'était soi-disant un moyen d'inciter les gens à voter pour Lula aux élections suivantes. Le programme Faim zéro a fait l'objet d'une attaque en règle de la part de la presse. Qui aurait pensé que donner des repas aux pauvres aurait causé une telle levée de boucliers parmi ceux qui ont les moyens de manger plus de trois repas par jour?

Cela n'avait pas de sens. Or, nous étions bien décidés à ce que le programme réussisse. On a d'abord clamé que le gouvernement devait annoncer une stratégie de sortie de la pauvreté, devait dire combien de temps il allait continuer de distribuer de l'argent aux pauvres et devait expliquer comment on allait arrêter le programme. J'ai répondu qu'on ne pouvait pas envisager de renoncer au programme avant que les pauvres y soient entrés. Notre entêtement a eu raison des sceptiques et les résultats ont montré que les critiques étaient totalement infondées. Je sais que la même chose se produit dans bien d'autres pays qui ont adopté des programmes de transferts de revenu assortis de conditions. Je voudrais donc mettre en évidence un certain nombre d'enseignements que le Brésil a pu tirer de sa propre politique de transfert sous conditions, le *Bolsa Família*.

Contrairement à ce que beaucoup prétendaient, le programme n'a pas incité les gens à la paresse. En fait, plus de 70 pour cent des chefs de famille inscrits au programme avaient un emploi stable mais qui ne leur procurait pas un revenu suffisant pour vivre. Le *Bolsa Família* ne remplace ni le travail ni l'emploi. Il permet de compléter les revenus des familles pour aider les gens à sortir de la pauvreté.

Par ailleurs, un revenu de base garanti libère les citoyens sur le plan politique car ils ne sont plus obligés d'échanger leur voix contre une paire de chaussures ou un kilo de haricots comme cela était fréquent au Brésil avant le *Bolsa Família*. Le revenu de base est un droit dont jouissent désormais de nombreux Brésiliens qui auparavant n'étaient pas pris en considération. Pour garantir ce droit de façon démocratique, nous avons créé un registre national unique sur lequel sont inscrites les familles pauvres. Ce registre unique est supervisé par les services du Procureur général et est mis à jour en permanence.

Monsieur le Président, permettez-moi de m'adresser à mes collègues de la FAO: si vous n'avez pas de registre national qui puisse effectivement servir à localiser les bénéficiaires, attendez-vous à ce que l'argent reste entre les mains de l'intermédiaire et n'arrive jamais jusqu'au pauvre. C'est pourquoi j'insiste toujours sur le fait que l'une des réalisations les plus extraordinaires de *Bolsa Família* c'est que nous avons créé un registre national unique qui nous permet de savoir exactement où habitent les bénéficiaires. L'allocation est en outre versée directement, sans l'intervention de quiconque. Le versement se fait au moyen d'une carte magnétique délivrée par une banque qui appartient à l'État. Il n'y a pas de papiers à remplir et il n'y a pas d'intermédiaire. Il s'agit d'une simple carte de retrait à l'aide de laquelle les gens vont retirer leur allocation à un distributeur automatique de billets. Les bénéficiaires ne doivent de faveur à personne et ils peuvent faire ce qu'ils veulent de cet argent.

Autrefois, au Brésil, on distribuait aux pauvres des paniers alimentaires: vous receviez une boîte qui contenait du sel, trois kilos de haricots et deux kilos de riz. Nous avons pensé que le meilleur moyen de garantir leur indépendance à ceux qui ont besoin de l'aide de l'État était de leur verser une allocation en espèces afin qu'ils puissent acheter ce qu'ils veulent dans la quantité dont ils ont besoin. Nous avons ensuite opté pour une politique différente, à la demande des femmes du Brésil: la carte de retrait est mise au nom de la mère et pas au nom du père, pour une raison très simple. Presque tous ici nous sommes mariés ou nous connaissons des gens qui sont mariés. Et nous savons tous que nos sœurs s'occupent mieux de leur famille et qu'elles ont davantage le souci de leurs enfants. Les hommes pourraient très bien être tentés d'aller prendre un verre ou deux avec l'argent de l'allocation. Ils pourraient être tentés de dépenser un dollar ici ou là pour s'acheter une bière et c'est pourquoi nous préférons confier les cartes de retrait aux femmes car nous savons que les femmes achèteront le pain et le lait dont leurs enfants ont besoin chaque jour pour survivre. Si le programme est une réussite, c'est que 99 pour cent des cartes au Brésil sont remises à des femmes pour les aider à subvenir aux besoins de leurs enfants. Le résultat c'est aussi que les femmes sont davantage respectées dans la famille et dans la communauté et voient leur rôle mieux reconnu.

Au bout du compte, mes chers amis, le transfert de revenus en faveur des pauvres profite à l'ensemble du pays parce qu'il permet de stimuler la demande, le commerce, la production et la création d'emplois. Il suscite un cercle vertueux de développement. Je cite volontiers l'exemple de Guaribas, la première ville au Brésil à avoir bénéficié du programme Faim zéro. C'est une ville très pauvre, dans l'un des États les plus pauvres du pays. Avec la mise en place du programme dans la ville, la première initiative d'entrepreneuriat individuel est apparue. Une femme a monté un salon de coiffure et pour la toute première fois les femmes pauvres pouvaient avoir assez d'argent pour se faire coiffer. Beaucoup pensaient que ce n'était pas convenable. Moi au contraire je trouvais que c'était très bien ainsi. Les femmes de cette ville voyaient chaque jour des privilégiées se rendre au salon de coiffure, alors pourquoi pas elles, au moins une fois? C'est ainsi que la politique de transfert de revenus a permis à des milliers de personnes de créer leur entreprise. On a ainsi constaté qu'un simple programme de transfert de revenus en faveur des pauvres avait permis à tout un nouveau pan du secteur des services de se développer dans tout le pays.

Un autre point important a été le renforcement de l'agriculture. Il s'agit d'un point extrêmement important car l'agriculture joue un rôle essentiel dans la stratégie de sécurité alimentaire. Le Brésil a pratiquement doublé sa production agricole en 12 ans. Les chiffres que je vais vous donner couvrent les grandes exploitations aussi bien que les petites, mais le financement de l'agriculture au Brésil est passé de 21 à 180 milliards de BRL, soit une augmentation de 60 milliards de BRL.

Mais surtout, et c'est d'ailleurs ce qui a contribué le plus à l'augmentation de la production, nous avons entrepris une réforme agraire et là je me tourne vers mon cher ami José Graziano: le père de Graziano était en effet mon conseiller au temps où Graziano était professeur à l'université.

Le père de Graziano, exploitant agricole remarquable, était attaché à un idéal humanitaire. Il voyait grand et aujourd'hui son fils est Directeur général de la FAO.

En 12 ans, c'est-à-dire depuis 2003, nous avons ouvert 51 millions d'hectares à la réforme agraire, soit 51 pour cent de la superficie totale des terres jamais visées par une réforme agraire au Brésil depuis que le pays existe, c'est-à-dire depuis 500 ans. En douze ans nous avons accompli l'équivalent de 51 pour cent de ce qui a été fait en 500 ans.

Comme vous pouvez l'imaginer, cela n'a pas été facile. Mais nous avons prouvé que c'était possible. Le Brésil compte quelque 4 millions d'exploitations agricoles familiales, lesquelles produisent 70 pour cent de la nourriture qui arrive dans l'assiette des travailleurs brésiliens.

Ce sont les petites et moyennes exploitations familiales qui remplissent nos assiettes tandis que l'agro-industrie est davantage tournée vers l'exportation. Les prêts consentis aux exploitations familiales sont passés de 1 milliard de BRL en 2003 à 10 milliards de BRL en 2014.

Des terres, du crédit, de l'assistance technique, du soleil et de la pluie c'était tout ce dont on avait besoin pour que le pays réalise un saut qualitatif et pour opérer un transfert de revenus en faveur des pauvres. Nous avons aussi mis en place un système très efficace d'assurance récoltes et un prix minimum d'achat, des mesures qui ont permis aux petits agriculteurs de jouir d'une certaine stabilité et de prix garantis. C'est important, car si les pouvoirs publics n'offrent pas de garanties aux exploitants familiaux, ceux-ci ne pourront faire face lorsque des pluies trop abondantes, ou au contraire la sécheresse, détruiront leurs récoltes. Lorsqu'ils parviennent à produire, c'est le marché qui ne garantit pas un prix d'achat minimum aux agriculteurs, à telle enseigne qu'ils en sont parfois réduits à écouler leur marchandise pour presque rien.

Le gouvernement a donc décidé de garantir un prix d'achat minimum afin que les petits agriculteurs sachent qu'ils ne seront jamais perdants. Ils produiront et ils parviendront à vendre leur production.

Le Congrès a par ailleurs adopté une loi qui a institué un programme de repas scolaires en vertu duquel 47 millions de petits Brésiliens scolarisés dans les écoles publiques reçoivent au moins un repas par jour.

Chaque jour, 47 millions d'enfants reçoivent un repas à l'école, et cela jusqu'à l'âge de 17 ans, si je ne me trompe pas. L'objectif principal est de stimuler le développement local, à savoir que la loi oblige les pouvoirs publics locaux à acheter à de petits producteurs locaux 30 pour cent des aliments destinés aux cantines scolaires. Il s'agit d'accroître la production agricole locale et de développer des marchés locaux de sorte que l'argent circule dans les petites villes.

L'aide qui a ainsi été donnée aux agriculteurs familiaux a été une réussite extraordinaire. Nous avons aussi investi dans l'enseignement de l'écologie et avons mis en place des incitations – dont certaines financières – pour protéger les forêts naturelles et l'eau de source.

Tereza Campello, notre Ministre, qui est parmi nous aujourd'hui, est l'auteur d'une autre révolution, qui a eu lieu sous le gouvernement de la Présidente Dilma Rousseff, qui est assise ici même. Un autre ministre, Patrus, a lancé un programme qui a été une telle réussite que le Nordeste, la région la plus aride du pays, est parvenu à se doter d'un million de citernes qui recueillent les eaux de pluie de manière que les gens aient à boire. Un million deux cent mille citernes ont été construites et maintenant ils ont inventé ce qu'on appelle des citernes «productives» capables de recueillir un peu plus d'eau, ce qui permet aux familles non seulement d'avoir de l'eau à boire mais aussi d'entretenir un jardin potager ou d'abreuver des petits animaux ou du bétail. Je souhaite de tout cœur que ce nouveau programme réussisse.

Nous avons mis en place un autre programme très important «De l'électricité pour tous». Un jour, la Présidente Dilma, qui a été Ministre de l'énergie, m'a apporté un document qui montrait qu'au Brésil, deux millions de personnes vivaient dans des logements qui n'étaient pas électrifiés.

Je lui ai demandé d'imaginer un programme qui permettrait à chacun d'avoir l'électricité chez soi. Il y avait des gens qui vivaient à 500 mètres d'un barrage hydroélectrique et qui n'avaient pas l'électricité. Il y avait des gens qui n'avaient jamais vu l'équipe de football du Brésil à la télévision. Avant de devenir président, je me suis présenté trois fois sans succès. Il y a des gens qui ne m'avaient jamais vu à la télévision défendre ma candidature.

J'ai donc décidé de mettre en place un ambitieux programme «De l'électricité pour tous». Je sais que beaucoup dans cette salle savent ce que c'est que vivre dans une maison où on s'éclaire à la lampe à pétrole: au Brésil, on l'appelle *candeeiro*.

On transporte la lampe d'un point à l'autre de la maison. La lumière qu'elle donne n'est guère plus puissante que celle d'une bougie. Mais les femmes cousaient à cette lumière alors qu'on y voit à peine. Les gens vivaient comme au XVIII<sup>e</sup> siècle et aujourd'hui encore, dans bien des régions du monde, on doit se contenter de la flamme de la bougie.

Le programme que nous avons créé ajoutait une petite redevance aux consommateurs qui pouvaient se permettre de payer une facture d'électricité un peu plus élevée. Le programme a coûté 28 milliards de RBL et a permis de distribuer l'électricité gratuitement dans des régions reculées du pays.

Pour vous donner une idée de ce que ça veut dire, une vieille femme de 70 ans qui n'avait jamais vu la lumière électrique a eu tellement peur lorsque l'ampoule s'est allumée chez elle qu'elle s'est enfuie dehors: tant de lumière l'avait éblouie.

C'est une histoire que j'ai raconté bien des fois au Brésil, mais c'est la première fois que je vais la dire ici:

Lorsque l'électricité est parvenue chez des gens qui vivaient dans une région très pauvre du Brésil, la femme qui habitait dans la maison n'arrêtait pas d'allumer et d'éteindre la lumière. Lorsque son mari lui a demandé ce qu'elle faisait, elle lui a répondu qu'elle ne pouvait pas s'en empêcher parce que c'était la première fois qu'elle pouvait voir son enfant dormir.

Ce sont des histoires comme celles-ci qui nous font comprendre toute l'importance des programmes sociaux que nous devons développer dans nos pays. Ces programmes donnent à des gens qui n'ont jamais rien eu la possibilité de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. Le programme «De l'électricité pour tous» a permis de créer près de 500 000 emplois: l'idée était de créer des revenus supplémentaires au niveau des communautés locales.

Ce miracle fait que le pourcentage de la population brésilienne qui a aujourd'hui accès à l'électricité est passé de 78 à 97 pour cent, avec 15 millions de bénéficiaires.

Lorsque nous avons commencé à mettre en place le programme, là encore les gens ont commencé à critiquer, disant que Lula et son gouvernement ne pensaient qu'aux pauvres et se moquaient bien de ceux qui vivaient dans les grandes villes.

Or, on constate que 79 pour cent des ménages dont le logement a été électrifié ont acheté un téléviseur; 73 pour cent ont acheté un réfrigérateur; et 50 pour cent ont acheté d'autres appareils fonctionnant à l'électricité, du matériel divers et des pompes à eau.

Autrement dit, nous avons vendu 2,4 millions de téléviseurs et 2,2 millions de réfrigérateurs grâce au seul programme «De l'électricité pour tous». Nous avons aussi installé sept millions de poteaux électriques, un million et demi de transformateurs, et un million et demi de kilomètres de câbles et de fils électriques. Pour vous donner une idée de la dimension du programme, sachez qu'un fil électrique d'un million et demi de kilomètres pourrait faire 35 fois le tour de la terre.

Aucune entreprise privée, aussi sensible soit-elle aux questions humanitaires, ne se serait lancée dans ce projet, car il n'aurait pas rapporté d'argent. Ce projet était simplement juste sur le plan social et nécessaire d'un point de vue moral et seul l'État pouvait en prendre la responsabilité.

Je voudrais vous faire part d'une autre réalisation importante des programmes de transfert de revenus. Vous vous rappellerez qu'au début de 2008, au moment de la crise alimentaire, les gens ont commencé à s'inquiéter des prix du soja, des autres produits alimentaires et de l'huile, qui étaient très élevés.

On a d'abord accusé la Chine parce que c'est à la mode d'accuser la Chine; les Chinois achetaient tout et c'est pour cette raison que tout était si cher. Mais on s'est aperçu que la Chine n'était pas responsable. Les réserves d'huile sur les marchés à terme étaient bien plus importantes que celles de la Chine et les marchés à terme achetaient en masse la production de soja.

En fait, le système financier, celui-là même qui a connu un krach en 2008, spéculait sur la production agricole et les marchés à terme provoquaient des problèmes énormes dans les pays les plus pauvres.

J'ai donc créé un programme qu'on a baptisé *Mais Alimentos* et nous avons décidé d'aider les petits agriculteurs brésiliens à s'équiper en matériel agricole afin d'augmenter leur production. Dans le cadre de ce programme, 58 000 tracteurs et 28 000 camionnettes ont été vendus, ainsi que des milliers d'autres véhicules utilitaires.

Si je ne me trompe pas, ce sont 14 000 moissonneuses qui ont été vendues, grâce à des prêts à très faible taux d'intérêt consentis sur de longues périodes, seul moyen pour les petits agriculteurs d'accéder au financement. Le programme *Mais Alimentos* a été étendu à l'Afrique et à l'Amérique latine.

Je ne suis pas sûr que les ventes aient démarré, parce qu'à cause des formalités administratives il faut du temps pour qu'un programme fasse effet, une fois qu'il a été lancé. Le délai est quelquefois plus long que le mandat électoral de celui qui a créé le programme. Je le sais parce que je me suis rendu au Ghana récemment et que là ils attendaient un financement depuis trois ans.

Je sais que le programme a été mis en place dans d'autres pays, où les petits agriculteurs se voient offrir le même type de financement qu'au Brésil. Nous avons décidé d'aider les pays à accéder à cette technologie.

Vous pouvez interroger les ministres brésiliens ici présents, notamment notre Ministre des affaires étrangères, Mauro Vieira, qui suit le programme.

Je suis très fier d'un autre projet que nous avons mis en place pour que les jeunes n'aient plus à quitter leur région. En l'espace de 12 ans, nous avons créé 18 nouvelles universités publiques fédérales dans le pays et 148 campus. La Présidente Dilma Rousseff a aussi créé 365 écoles professionnelles dans le but de susciter une sorte de révolution pacifique, dans le respect de tous.

Nous avons essayé de faire en sorte que nos décisions profitent à l'ensemble de la société brésilienne. La création de ces nouvelles universités et de ces nouvelles écoles professionnelles ouvrent les portes de l'enseignement supérieur à des milliers de jeunes. Elles contribuent aussi à développer l'intérieur du pays et, grâce à elles, les étudiants n'ont plus besoin d'aller vivre dans de mauvaises conditions dans les grandes villes du Brésil.

Ces politiques, et d'autres aussi, ont permis d'augmenter non seulement la production alimentaire mais aussi les revenus des petits agriculteurs familiaux. Ceux-ci ont vu leur revenu augmenter de 52 pour cent en un peu plus de dix ans. Cet effort a concouru à la réalisation de l'objectif de l'élimination de la faim et de l'extrême pauvreté. En 12 ans, le montant effectif de la masse salariale s'est accru de 74 pour cent. Le revenu des familles a augmenté d'un tiers. Il a augmenté de deux tiers dans les familles les plus pauvres. L'offre de crédit est passée de 24 à 57 pour cent du PIB.

On sait à quel résultat ont permis d'aboutir l'ensemble de ces politiques – et José Graziano da Silva en est sans doute fier car il a été l'un des artisans de ces politiques: nous avons réussi à sortir 36 millions de personnes de l'extrême pauvreté; 40 millions de personnes sont parvenues au seuil de la classe moyenne; et 22 millions d'emplois ont été créés dans l'économie formelle.

Ces résultats sont l'aboutissement de politiques qui s'attachent à prouver que les pauvres ne doivent pas être considérés comme faisant partie du problème. Si on y regarde bien, les pauvres, dans nos pays, font partie de la solution. Si vous prêtez un million à un riche, cet argent atterrira dans un compte en banque. Si vous prêtez 10 dollars à un pauvre, cet argent servira à nourrir des bouches, l'argent circulera et tout le monde pourra participer. Ce miracle est le résultat de nos politiques et c'est avec grand bonheur que je vois d'autres exemples extraordinaires dans presque toute l'Amérique latine et dans d'autres régions.

En Bolivie, Evo Morales a créé un programme baptisé *Embarazada*, qui apporte une aide financière aux femmes enceintes et aux mères seules. Ce programme a été complété par d'autres. C'est une révolution pour la Bolivie, pour des gens qui n'avaient jamais rien eu.

Je sais aussi que d'autres expériences sont menées avec succès en Afrique, et je suis convaincu que nous parviendrons à résoudre le problème.

Il est très important que la FAO offre une caisse de résonance à toutes ces réussites afin que l'expérience acquise et les meilleures pratiques puissent être étendues au reste du monde.

Durant les jeux olympiques de Rio, nous aurons une nouvelle conférence sur le thème de la nutrition au service du développement, comme pendant les jeux olympiques de Londres en 2012.

Chers amis, les résultats obtenus par nombre de pays, en coopération avec la FAO, dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, sont très encourageants. La FAO brasse des chiffres qui sont considérables, mais ces chiffres sont encore bien faibles si on considère qu'il y a encore 800 millions d'affamés dans le monde. Le nombre des personnes qui ont faim a été réduit de 200 millions, mais il faut bien voir que ceux qui ont faim ne peuvent pas se permettre d'attendre. Nous devons agir vite. Paradoxalement, cette urgence coexiste avec une situation où le monde est capable de produire plus de denrées alimentaires qu'il n'en consomme.

Le problème ce n'est pas une production insuffisante. Le problème c'est que les gens n'ont pas assez d'argent pour acheter à manger. Les dirigeants du monde doivent comprendre que la sécheresse et les inondations sont des phénomènes naturels, mais que la faim est la responsabilité de l'humanité et qu'une solution doit être trouvée d'urgence.

En 2013, j'ai eu la joie de participer à un important forum à Addis Abeba, en compagnie de José Graziano et de Mme Zuma, Présidente de la Commission de l'Union africaine, pour signer un engagement dont l'objectif est l'élimination de la faim en Afrique d'ici à 2025.

Ma joie a été encore plus grande encore lorsque j'ai appris que cet engagement avait été confirmé en 2014 par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine. Maintenant que les chefs d'État et de gouvernement ont approuvé l'engagement, si les pays riches les plus développés sont prêts à apporter leur appui, alors nous pourrons commencer à rêver de mettre vraiment un terme à la faim en Afrique et dans tous les autres pays du monde.

Je voudrais terminer, mes chers amis, en vous rappelant qu'en septembre prochain, l'Assemblée générale des Nations Unies s'engagera sur les objectifs du développement durable. L'élimination de la faim et de l'extrême pauvreté constitue le premier pas vers un véritable développement social. Ce pas, qui est considérable, exige l'engagement des citoyens et des États, dans l'esprit de la Charte de Milan, que nous avons signée hier.

Les organisations non gouvernementales ont certes un rôle très important à jouer dans la lutte contre la faim et la pauvreté – l'extrême pauvreté – dans le monde. Mais je tiens à souligner encore une fois que cette lutte exige des sources de financement permanentes; pour éliminer la faim, il faut une politique nationale.

On sait que les très pauvres ne sont pas en mesure de s'organiser en partis politiques. Ils n'ont pas de syndicat pour les représenter. Ils ne défilent pas dans la rue. Aucun lobby ne les défend au congrès. Ils ne manifestent pas. Ils n'ont même pas accès aux médias et n'ont aucun soutien de la part de la presse. Les pauvres dépendent de la vision politique des dirigeants du monde. Et c'est pourquoi il est tellement important que nous adoptions cette approche.

Quand on fait le bilan des objectifs du Millénaire, on constate que la faim, la maladie et la malnutrition sévissent toujours en Asie et en Afrique, dans les régions qui connaissent des conflits, que ce soit des conflits internes ou des guerres avec d'autres pays. Dans ces régions, la carte de la faim et la carte de la guerre se superposent, formant un tableau tragique qui nous rappelle qu'il ne peut y avoir la paix là où il y a la faim. Même lorsque la violence n'est pas la cause immédiate de la pauvreté, les guerres exacerbent les souffrances des populations civiles et en particulier des plus vulnérables.



La faim et la pauvreté sont aussi la cause profonde des mouvements migratoires croissants. Les gens migrent parce qu'ils ont perdu foi en l'avenir de leur propre pays. Si nous voulons construire un monde qui soit sûr pour tous, il est beaucoup plus efficace de s'attaquer aux causes de la faim plutôt que de se concentrer sur les résultats pervers de cette tragédie.

Nous n'avons jamais été aussi près de réaliser le rêve d'un monde libéré de la faim. Nous disposons de connaissances scientifiques auparavant inimaginables qui nous permettent de produire des aliments en abondance. Nous disposons des ressources matérielles et des techniques qui nous permettent d'investir dans la lutte contre la pauvreté et la faim dans le monde entier. Nous disposons de l'argument moral le plus puissant de tous: la tragédie que connaissent les centaines de millions d'enfants affamés. Et nous savons, car l'expérience l'a prouvé, qu'il est possible d'éliminer la faim. C'est ce que nous avons fait au Brésil et c'est ce qui a été fait dans de nombreux autres pays.

Promouvoir la sécurité alimentaire dans le souci de la santé et d'une manière qui soit durable sur le plan de l'environnement est bien plus qu'un rêve: c'est une cause humanitaire. Une cause capable d'unir les peuples, les gouvernements et les institutions. En ce premier quart du XXI<sup>e</sup> siècle, le moment est venu de construire un monde plus sûr pour tous: un monde libéré de la faim et de la pauvreté. Je voudrais que vous tous ici, hommes et femmes, délégués présents à la trente-neuvième Conférence de la FAO, emportiez ce message avec vous dans vos pays: rompre le pain est le premier pas vers la paix.

Je vous remercie et vous adresse mes amitiés les plus sincères.